



L'intersyndicale est prête à durcir le mouvement dans la fonction publique

Depuis le 19 janvier dernier, la population ne cesse de démontrer sa très forte détermination à refuser le projet de réforme des retraites du gouvernement à travers les grèves, les manifestations mais aussi la pétition en ligne qui a atteint un million de signatures.

Au fil des semaines, les sondages démontrent également une hausse de ce rejet massif puisque dorénavant, plus de 7 français sur 10 et 9 travailleurs et travailleuses sur 10 se disent opposés au projet de réforme.

Ce mouvement social inédit par son ampleur est donc désormais ancré dans le paysage social. Le gouvernement, comme les parlementaires, ne peuvent y rester sourds.

Durant la poursuite des débats parlementaires, dans le cadre de l'appel interprofessionnel, les organisations syndicales de la fonction publique vont poursuivre la mobilisation et l'amplifier.

Ainsi, elles appellent les collègues de tous les secteurs à participer à la journée

Par ailleurs, les parlementaires appelés à se prononcer sur ce projet de réforme doivent entendre comme le gouvernement, le mécontentement de la population, et rejeter massivement ce texte. Il en va de leur responsabilité. C'est dans ce cadre que l'ensemble des secrétaires généraux et présidents écriront à chaque parlementaire de l'arc républicain pour réaffirmer notre opposition et celle de la population. Nos organisations appellent aussi les agent-es à interpeler député-es et sénateurs-trices dans leurs circonscriptions.

Si malgré tout le gouvernement et les parlementaires restaient sourds à la contestation populaire, les organisations de la fonction publique appellent, dans le cadre interprofessionnel, à durcir le mouvement et à mettre la France à l'arrêt dans tous les secteurs le 7 mars prochain.

Les inégalités entre les hommes et les femmes, qui persistent de manière alarmante dans la fonction publique, sont encore renforcées au moment de la retraite. L'intersyndicale se saisira du 8 mars, journée internationale de luttes pour les droits des femmes pour mettre en évidence et dénoncer l'injustice sociale majeure de cette réforme des retraites envers les femmes.

L'intersyndicale, qui se réunira le 16 février au soir, appelle le gouvernement à retirer son projet de loi et les parlementaires à prendre leurs responsabilités face au rejet massif de la population face à ce projet injuste et brutal.

Le 14 février 2023